

ABECEDAIRE de la PRIVATISATION

Des exemples à connaître et à faire connaître

Matraqués que nous sommes par les médias, nous manquons souvent d'arguments clairs sur les risques des privatisations. Voici quelques exemples pour nous rafraîchir la mémoire.

A comme Assurance

On nous rabâche toujours que le privé c'est plus efficace et moins coûteux. Pipeau. Les frais de gestion des assurances privées avoisinent les 15 %, la Sécurité Sociale si décriée est en dessous de 10 %, pourtant qui vous rembourse le plus rapidement ?

C comme Concurrence qui ferait baisser les prix d'après les libéraux : baratin. Les trois sociétés de téléphone portable en France ont fait « un Yalta des parts de marché ». S'accordant sur des tarifs qui leur rapportaient gros (et nous coûtaient très chers), ils s'interdisaient toute guerre des prix, chacun gardant ses clients qu'ils pouvaient tondre tranquillement.

E comme Electricité

Août 2003, 50 millions d'états-uniens et de canadiens privés d'électricité pendant près de 40 heures. Pourquoi ? Les sociétés privées qui gèrent le réseau ayant rogné sur tous les

Privatisation d'EDF : un vol scandaleux de la richesse publique pour un résultat dangereux et inefficace !

Encore une provocation !

Villepin vient de décider la mise en Bourse de 15 % d'EDF. EDF est une entreprise qui ne pose aucun problème. C'est un des fleurons du service public qui a assuré l'accès de toutes les populations à l'électricité en développant un réseau national. Il s'agit donc de brader un bien public qui est essentiel pour l'avenir de notre société. La maîtrise de l'énergie, son utilité sociale ne doivent pas tomber sous la coupe d'intérêts privés ayant des vues à court terme : faire un maximum de bénéfices en un minimum de temps en sacrifiant les droits des salariés et celui des usagers. Cela pose aussi le problème de l'avenir des centrales nucléaires. Est-il raisonnable d'en confier l'entretien et la sécurité à des actionnaires obsédés par leurs profits immédiats ? Et puis qui financera à long terme les déchets nucléaires ? Qui financera le renouvellement des centrales nucléaires dans 10 ans ? Certainement pas ces actionnaires qui laisseront ces investissements lourds et peu rentables à l'Etat c'est-à-dire à la charge de nos impôts. Comme le dit Laurent Mauduit dans *Le Monde* du 28 octobre, on privatise les profits (cadeau aux actionnaires) et on socialise les pertes (à la charge des contribuables) ! C'est ça le libéralisme ! Tous ensemble, nous devons nous mobiliser pour défendre nos services publics.

Le privé, c'est la dégradation sociale, et la panne

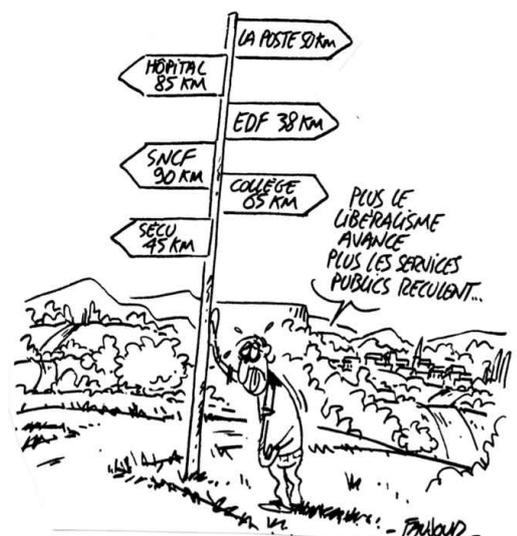
Le privé n'a qu'un seul but : engraisser les actionnaires. Et, d'abord, par la hausse des prix. A peine mis en Bourse cet été, Gaz de France veut augmenter ses prix de 12% ! C'est à cause du « marché » du pé-

trole, explique son PDG, car le prix du gaz naturel est calqué sur l'or noir. Nous serons donc deux fois pénalisés : à la pompe sur l'essence, à la maison pour le gaz. Depuis que l'électricité est devenue une simple marchandise en Europe, les tarifs baissent pour les gros utilisateurs, mais pas pour les usagers. Ils appellent cela la « libre concurrence ». Et la production privée d'électricité, si elle s'amplifie, débouche sur des pannes. Les firmes privées ne prévoient rien, elles n'investissent que là où c'est le plus rentable.

Même scandale pour l'eau aux mains de groupes financiers comme Vivendi. Les prix ont grimpé de 28% par rapport aux régies publiques, reconnaît la très officielle Cour des Comptes.

Il y a d'immenses besoins sociaux à satisfaire

En zone rurale, les maires et la population protestent contre la fermeture des bureaux de poste, contre la disparition des gares SNCF et la fermeture des lignes. Tous ces services sont en effet porteurs de



(Suite de la page 1)

liens de solidarité, d'emplois qualifiés, de développement local.

Dans les villes, des populations entières sont laissées à l'abandon : transports de mauvaise qualité dans les banlieues, longues files d'attente dans les bureaux de poste, logements insalubres ou dangereux, à côté d'une spéculation qui fait la richesse des grands propriétaires. Les personnes avec de bas salaires, ou sans emploi, ou vivant dans la précarité, auraient le plus besoin de services sociaux de qualité, à bas prix ou gratuits, pour reconstruire les réseaux de solidarité dans les quartiers.

Contre l'Europe capitaliste, l'Europe des services publics

L'Union européenne, que tous les Etats ont encouragée, a été le fer de lance de la mise en concurrence des biens publics : électricité, gaz, télécommunications, maintenant la poste, le rail, demain la santé et la culture. Elle débouche donc sur des privatisations d'abord à 15%, puis 50%, puis tout le reste (voir France Télécom).

Notre choix est inverse. En France et en Europe, nous voulons une société démocratique qui garantisse à l'ensemble de la population un certain nombre de droits : la santé, l'éducation, le logement, l'eau... Ces besoins sont essentiels pour tous les êtres humains et ne doivent pas tomber sous la coupe des intérêts de quelques uns au mépris de tous les autres. C'est le sens profond du refus de la Constitution européenne le 29 mai.

C'est pourquoi nous manifesterons le 19 novembre à Paris, à l'appel de la **Fédération nationale de défense et de développement des services publics**, avec de nombreux syndicats, associations, et partis de gauche.

**EDF DOIT RESTER 100% PUBLIQUE !
TOUS A PARIS LE 19 NOVEMBRE**

(Suite de l' **ABECEDAIRE** de la **PRIVATISATION**)

postes de maintenance et d'entretien ont supprimé les services chargés d'élaguer les arbres sous les lignes à haute tension. Résultat des courses, des arbres ont touché les lignes provoquant des courts circuits ce qui fit disjoncter des lignes en entraînant des surcharges sur les autres lignes et pour finir les coupures en chaîne sur tout le réseau. Ce n'était pas la première fois. Deux ans avant, la Californie avait été elle aussi privée de courant durant près de deux jours.

M comme Médecine Aucune organisation, aucun plan ne préside à l'installation des médecins, c'est le règne du libéralisme absolu. Bilan il y a trois fois plus de médecin dans certaines villes (riches de préférence) que dans d'autres. En Loire Atlantique, il faut plus de 6 mois pour avoir un rendez-vous chez l'ophtalmo... c'est ça l'efficacité ?

P comme Promesse comme à chaque fois le gouvernement assure que l'Etat restera majoritaire. Jospin

l'avait promis pour Air France et France Télécom, dont l'Etat ne possède plus respectivement que 18,6 et 34,9 %.

S comme Sécurité Franchement vous confieriez les centrales nucléaires vieillissantes (l'Etat a décidé de les prolonger 10 ans de plus) à des actionnaires qui ne connaissent que le profit immédiat ? Villepin OUI !

T comme Transport En Grande Bretagne, suite à la privatisation à la barbare de la SNCF locale, (près de 400 sociétés privées se partagent les voies...) le réseau, faute d'investissement se trouve dans un état de délabrement digne du tiers monde. Les retards sur certaines lignes de la banlieue londonienne atteignent les 40 % (avec moins de 10 %, c'est déjà insupportable avec la SNCF, alors là...) Pire, on ne compte plus les accidents (plusieurs dizaines de morts) liés à des problèmes de sécurité à tel point que Blair a dû renationaliser certains secteurs, chassant du réseau Britannique la société CONNEX, qui est précisément celle à qui la SNCF a donné l'autorisation de faire circuler des trains privés en France et à qui Gaudin, maire de Marseille envisage de confier les nouvelles lignes de tram. Bonne chance aux marseillais...



Olivier Besancenot : " La privatisation d'EDF ne doit pas passer "

« Indispensable à la vie quotidienne, l'accès à l'électricité doit devenir un droit social qui justifie un service public 100 % public. La privatisation d'EDF serait un

recul considérable. Dans le monde, la déréglementation se solde par une véritable catastrophe. Les prix libéralisés s'envolent et les pannes géantes, les coupures pour cause de spéculation ou de pauvreté sont la règle. Les grands groupes européens, dont EDF, ont commencé à coups d'OPA et de milliards d'euros à se partager le marché avec des dizaines de milliers d'emplois sacrifiés. Il est temps de faire obstacle à cette folie. Les hésitations du gouvernement ne doivent tromper personne et le moment est venu de lui opposer un "Tous ensemble" : la privatisation ne doit pas passer .»

Nous contacter :

**Ligue Communiste Révolutionnaire
Section de Palaiseau-Massy**

**Tél : 06 64 37 23 31
06 85 02 17 51**

**Mail : lcr.palaiseau-massy@wanadoo.fr
Site : lcrmassypalaiseau.chez.tiscali.fr**